

Fourniture d'un abonnement  
électronique annuel aux bases de  
données PsycArticles et  
PsycInfo de l'Université  
Lumière Lyon 2

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

24025

Date limite de remise des plis










**Lundi 20 Janvier 2025 à 14 heures (délai de  
rigueur)**

Procédure de passation

Appel d'offres ouvert  
(Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)

# 1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

## ■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	Accord-cadre de fourniture d'un abonnement électronique annuel aux bases de données PsycArticles et PsycInfo pour tous les services, laboratoires et composantes de l'Université Lumière Lyon 2
 Acheteur	UNIVERSITE LUMIÈRE LYON 2
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande <b>sans</b> minimum et avec maximum mono-attributaire de fournitures et services
 Structure	Non-alloti
 Lieu d'exécution	Tous les sites de l'Université Lumière Lyon 2 (Campus Berges du Rhône et ses sites rattachés, Campus Porte des Alpes et ses sites rattachés)
 Délai	48 mois
 Développement durable	Clause environnementale
 Variation des prix	Révisables
 Nature des prix	Prix forfaitaires

Code CPV	Libellé CPV
79980000-7	Service d'abonnement
48613000-8	Gestion électronique de données
48610000-7	Système de base de données

## ■ Non-allotissement et structure de la consultation :

Les prestations ne font pas l'objet d'un allotissement du marché public conformément à l'article L. 2113-10 du code de la commande publique. L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes, mais d'une unité intellectuelle commune.

La forme retenue pour l'exécution des contrats est l'accord-cadre à bons de commande sans minimum en valeur annuelle et avec un maximum en valeur annuelle en application des articles R.2162-2, R.2162-4 2° et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique. L'accord-cadre est mono-attributaire.

## ■ Prix et estimation de l'accord-cadre :

### - Montant maximum annuel en valeur:

**45 200 € HT maximum par année, soit 180 800 € HT maximum pour quatre (4) ans**

Le montant maximum annuel est identique pour chaque période de reconduction éventuelle.  
A titre purement indicatif (information n'ayant pas une valeur contractuelle), l'état des dépenses de l'Université sur les années précédentes en euro HT est le suivant :

	2020	2021	2022	2023
PsycArticles	16 227.75	16 227.75	16 000	16 104
PsycInfo	16 642.50	16 642.50	16 775	16 716

## CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

### ■ Procédure de passation :

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L.2120-1 3°, L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R.2161-1 et suivants du Code de la commande publique ainsi que des articles R. 2162-1 et suivants du Code de la commande publique relatifs aux accords-cadres à bons de commande.

### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>.

### ■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes : n°01 « Lettre de candidature (DC1) ; n°02 « Déclaration du candidat » (DC2) ; n°3 « BDR Plan d'orientation 2023-2024 » (uniquement pour la remise physique de la copie de sauvegarde) ; n°4 « PDA Plan d'orientation 2023-2024 » et n°5 « Déclaration de sous-traitance (DC4) » ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- L'acte d'engagement ;
- Le Bordereau de prix (BP) ;
- Le cadre de réponse technique.

**Nota importante :** en cas d'incohérence entre les pièces écrites, le soumissionnaire devra en informer l'acheteur afin d'obtenir les éclaircissements nécessaires à la remise d'une offre sincère et complète. Le dossier de consultation des entreprises forme un tout indissociable et la consultation de l'ensemble des pièces et une exigence que chaque candidat doit préalablement respectée avant de déposer son offre.

Conformément à l'article R.2132-2 du Code de la commande publique, les documents de la consultation sont accessibles par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Il est aussi disponible depuis le site de l'Université Lumière Lyon 2, sous la rubrique « marchés publics » à l'adresse électronique suivante : <http://www.univ-lyon2.fr/universite/marches-publics/> (il s'agit d'un lien dirigeant directement sur la plateforme de dématérialisation indiquée précédemment).

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de cent-vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>.

## 2. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Réponse et groupement :**

Le candidat ne peut pas répondre en qualité de candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements, ni en qualité de membre de plusieurs groupements. Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

■ **Variantes :**

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées. De même l'Université n'exige aucune variante obligatoire.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
<b>Situation juridique</b>	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
<b>Capacité économique et financière</b>	
Risques professionnels	<i>Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels</i>

Document	Descriptif
Chiffre d'affaires	<i>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles</i>
Déclaration sur l'honneur	<i>Une déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucune des interdictions des articles L.2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique (via l'annexe n°1 formulaire DC1) ;</i>
Copie du ou des jugements prononcés	<i>Une copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (en cas de groupement, chaque candidat en situation de redressement judiciaire doit fournir ces documents) ;</i>
Déclaration appropriée de banque / assurance des risques professionnelles	<i>Une déclaration appropriée de banque ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;</i>
<b>Capacité technique et professionnelle</b>	
<b>Capacité technique et professionnelle : minima exigés</b>	
Moyens humains	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i>
Moyens techniques	<i>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature</i>
Références fournitures et services	<i>Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique</i>
Déclaration du candidat (DC4)	<i>Le cas échéant, déclaration de sous-traitance dans le cadre du présent règlement de consultation pour présenter un sous-traitant.</i>

**Présentation des documents** : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

#### ■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés sur le profil acheteur PLACE.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

#### ■ Pièces de l'offre :

Pour le présent accord-cadre pour lequel il entend soumissionner, l'offre des candidats est composée des documents suivants :

- L'acte d'engagement complété, daté et signé ;
- Le bordereau de prix (BP) complété ;
- Le cadre de réponse technique complété.

**Nota important** : Il est demandé aux candidats d'apporter des réponses claires, précises et concises dans le cadre de réponse technique et environnemental. La non-utilisation de ce cadre de réponse ou le simple renvoi, depuis le cadre de réponse vers un mémoire ou des documents non expressément demandés entrainera obligatoirement l'irrégularité de l'offre. Par ailleurs, toutes les documentations commerciales et autres informations non demandées pour l'analyse de l'offre seront, de facto, écartées afin de ne pas en tenir compte pour l'analyse de l'offre.

### 3. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

#### ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
<b>Valeur technique (60 %)</b>	Ce critère, qui se décompose en quatre sous-critères, sera analysé sur la base des informations transmises par le soumissionnaire dans le cadre de réponse technique. Ces critères seront analysés sur la base des informations transmises par le soumissionnaire dans son cadre de répondre technique. La note maximale totale susceptible d'être obtenue pour ce critère est de 60/60.

Critère et pondération	Descriptif
- Gestion et suivi de l'abonnement : <b>10%</b>	<b>Il s'agit de l'assistance, maintenance et de la formation.</b> Les éléments attendus pour la mise en œuvre de ces sous-critères sont plus amplement indiqués dans le cadre de réponse technique.
- Environnement technique : <b>20 %</b>	<b>Il s'agit des accès, de l'application pour smartphone et tablette, de l'indexation et des métadonnées.</b> Les éléments attendus pour la mise en œuvre de ces sous-critères sont plus amplement indiqués dans le cadre de réponse technique.
- Interface d'administration : <b>20 %</b>	<b>Il s'agit des fonctionnalités de l'interface professionnelle et des paramétrages de l'interface utilisateur.</b> Les éléments attendus pour la mise en œuvre de ces sous-critères sont plus amplement indiqués dans le cadre de réponse technique.
- Interface utilisateur : <b>10 %</b>	<b>Il s'agit du formulaire de recherche, de l'affichage des résultats, des fonctionnalités bibliographiques et design, ergonomie et accessibilité.</b> Les éléments attendus pour la mise en œuvre de ces sous-critères sont plus amplement indiqués dans le cadre de réponse technique.
<b>Prix (40 %)</b>	<p>L'étude de ce critère se fera sur la base du bordereau de prix que propose le soumissionnaire au bordereau des prix.</p> <p>La note de 40 sera attribuée à l'offre la moins onéreuse. Les autres offres recevront une note proportionnelle à l'écart entre leur montant et le montant de l'offre la moins onéreuse.</p> <p>La formule de calcul sera la suivante : (prix de l'offre la moins onéreuse / prix de l'offre examinée) * 40 = note "Prix des prestations".</p>

**NB : Modalités de calcul des notes :**

Les sous-critères sont notés : **Sur la pondération.**

Les critères sont notés : **Sur la pondération.**

La note totale est notée : **Sur 100.**

La note finale résultera de l'addition des notes des deux critères.

La note du critère prix sera arrondie à deux décimales (si la troisième décimale est inférieure à 5, l'arrondi s'effectue au centième inférieur, si la troisième décimale est supérieure ou égale à 5, l'arrondi s'effectue au centième supérieur).

Pour le critère valeur technique, la note résultera de l'addition des sous-critères.

En cas d'égalité entre deux ou plusieurs candidats sur la note finale, seul le critère valeur technique sera utilisé pour départager les concurrents.

#### ■ **Analyse des candidatures :**

La recevabilité des candidatures sera examinée conformément aux conditions prévues aux articles R2144-1 et suivants du code de la commande publique.

Au-delà des clauses d'exclusion prévues par les articles L2141-1 et suivants du code de la commande publique, les candidatures remises feront l'objet d'un examen visant à vérifier la capacité financière, technique et professionnelle de chaque candidat.

Ces dernières devront être en adéquation avec l'objet et l'importance du marché.

L'acheteur public rejettera, les candidats n'ayant pas la qualité pour présenter une offre ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles ou techniques suffisantes pour exécuter le marché public, c'est-à-dire ceux dont les capacités sont, à l'évidence, insuffisantes pour assurer l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public. En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'appréciation des capacités est globale.

Conformément à l'article R2144-2 du code de la commande publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'acheteur constate que les pièces mentionnées à l'article 2 du règlement de la consultation sont manquantes, insuffisantes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous (il s'agit d'une simple faculté à la discrétion de l'acheteur public).

L'acheteur élimine les candidats dont le dossier de candidature est incomplet ou insuffisant, s'il ne met pas en œuvre la faculté d'en demander le complément ou si après demande le complément, le dossier de candidature demeure incomplet.

#### ■ **Analyse des offres**

#### **Recevabilité des offres**

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées.



**Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :**

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

**Seront notamment irrégulières les offres dont il est constaté :**

L'absence de fourniture d'une des pièces demandées à l'article 2 – « Pièces de l'offre » ;

La modification d'une pièce du marché (hors zone à compléter) ;

L'incomplétude de l'acte d'engagement ;

L'absence par le soumissionnaire d'élément permettant de répondre aux questions sur lesquelles l'acheteur souhaite avoir des précisions pour comprendre et juger l'offre.

Toutefois, l'université pourra autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser leur offre irrégulière (il s'agit d'une simple faculté à la discrétion de l'acheteur public) dans un délai approprié et identique pour tous, à condition que cette offre ne soit pas anormalement basse et que la régularisation de l'offre n'est pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre. Si l'acheteur ne souhaite pas les régulariser, ou si à l'issue de cette phase de régularisation, des offres demeurent irrégulières, celles-ci ne seront pas notées ni classées.

**■ Documents à produire par l'attributaire :**

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire
Extrait KBIS	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion

Document	Descriptif
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise

## 4. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

### ■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

### **Tribunal Administratif de Lyon**

184 rue Duguesclin

69433 Lyon

Téléphone : 04 78 14 10 10

Courriel : <mailto:greffe.ta-lyon@juradm.fr>

Télécopie : 04 78 14 10 65

Site internet : [lyon.tribunal-administratif.fr](http://lyon.tribunal-administratif.fr)



#### **Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)